

Réunion régionale des pays d'Afrique australe et orientale sur la nutrition et le VIH/sida

2-4 mai 2007
Nairobi, Kenya

(Rapport de réunion)

RESUME D'ORIENTATION



© 2008 The United Nations Children's Fund Eastern and Southern Africa Regional Office
(UNICEF ESARO)
PO Box 44145, Nairobi 00100, Kenya
Telephone: +254 20 7622214
Fax: +254 20 7622851

RESUME D'ORIENTATION

Cet atelier avait pour **objet premier** d'examiner l'état d'avancement des recommandations formulées en 2005 par les participants à la consultation de Durban sur la nutrition et le VIH/sida, de définir les meilleures pratiques, d'inventorier les enseignements tirés et les lacunes à combler, et de préconiser la marche à suivre pour élargir les interventions nutritionnelles dans le contexte du VIH.

Les **participants** formaient un groupe central composé d'environ une centaine d'experts nationaux de la nutrition et du VIH/sida originaires de 11 pays (Kenya, Lesotho, Malawi, Mozambique, Namibie, Ouganda, Rwanda, Swaziland, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe) et des principaux représentants d'organismes régionaux et mondiaux du système des Nations Unies, d'organisations partenaires et d'ONG.

La réunion de trois jours consacrée à la nutrition et au VIH/sida a été divisée en sept séances :

- Dans la séance introductive, les participants ont pris connaissance des dernières données techniques sur la nutrition et le VIH/sida et des progrès réalisés depuis la consultation de Durban, tenue en avril 2005. Les communications ont mis en évidence les derniers éléments disponibles sur la nutrition et le VIH/sida, et notamment sur l'alimentation des nourrissons et la prise en charge de la malnutrition dans le contexte du VIH, sans oublier la synergie entre nutrition et maladies infectieuses.
- Les première et deuxième séances ont porté sur les mises à jour programmatiques, les lignes directrices, les matériels et outils disponibles pour améliorer l'intégration de la composante nutrition dans les programmes relatifs au VIH/sida, à savoir : le cadre d'intégration de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans les programmes relatifs au VIH/sida ; les lignes directrices et outils concernant la nutrition, les soins et le soutien aux personnes vivant avec le VIH/sida ; le texte révisé de l'Initiative des hôpitaux « amis des bébés » ; les nouvelles lignes directrices sur la prise en charge de la malnutrition modérée et sévère chez les enfants séropositifs. Le débat s'est poursuivi sur les cours proposés sur le thème du VIH et de la nutrition, dont le cours intégré sur l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant, les matériels et outils pédagogiques relatifs à l'Initiative des hôpitaux « amis des bébés » et le cours de formation intitulé « nutrition et VIH/sida ». Ces deux séances ont aussi abordé les conclusions relatives à la composante alimentation du nourrisson auxquelles sont parvenues les missions conjointes menées dans la région sur la prévention de la transmission de la mère à l'enfant ainsi que l'incorporation du programme « nutrition et VIH/sida » dans la formation préalable et en cours d'emploi.

- Les troisième, quatrième et cinquième séances ont été consacrées à trois études multi pays effectuées à la demande de l'UNICEF et de l'OMS sur : 1) la mise en œuvre des lignes directrices, matériels et outils de formation portant sur les soins et le soutien nutritionnels prodigués aux personnes vivant avec le VIH/sida ; 2) le conseil et le soutien en rapport avec le VIH et l'alimentation du nourrisson ; et 3) la prise en charge de la malnutrition modérée et sévère et du VIH. Chaque examen a été suivi d'une mise en commun des expériences fructueuses réalisées par les pays dans les domaines respectifs.
- La sixième séance a concentré son attention sur une étude mondiale et régionale consacrée aux orphelins et autres enfants vulnérables, à la sécurité alimentaire et à la nutrition. La septième séance s'est attachée à la mobilisation des ressources au service des programmes relatifs à la nutrition et au VIH/sida via les propositions soumises au Fonds mondial ; elle a notamment évoqué le cas du Mozambique dont la demande d'incorporation du volet nutrition a été agréée.
- Enfin, les participants ont œuvré de concert au sein de plusieurs groupes dans le but de recenser les principales réalisations, les obstacles majeurs et l'action prioritaire à mener dans six domaines thématiques, à savoir :
 - 1) l'intégration de la nutrition dans les politiques et programmes nationaux de lutte contre le sida avec l'allocation budgétaire en rapport ;
 - 2) les soins et le soutien nutritionnels prodigués aux personnes vivant avec le VIH/sida ;
 - 3) le VIH et l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant ;
 - 4) la prise en charge de la malnutrition modérée et sévère et du VIH ;
 - 5) les orphelins et autres enfants vulnérables, la sécurité alimentaire et la nutrition ; et
 - 6) la mobilisation de ressources.

Cette réflexion a débouché sur l'établissement et la présentation, par chaque équipe de pays, d'un plan d'action soulignant les principaux obstacles et défis à relever, la voie à suivre et l'assistance technique nécessaire.

- La réunion s'est achevée par la présentation d'observations de clôture formulées par UNICEF ESARO et OMS/AFRO, lesquelles récapitulaient les principales conclusions de la réunion ainsi que les recommandations et les mesures à prévoir pour y donner suite.

On trouvera ci-après le résumé des principaux résultats tirés des communications présentées et des débats.

Recherche et cadre des interventions nutritionnelles dans le contexte du VIH/sida

- Il est manifeste que des interventions bien intégrées se traduisent par un renforcement de l'immunité, une baisse de morbidité et l'allongement de la durée de vie des nourrissons, des enfants et des personnes vivant avec le VIH/sida.
- Il est indispensable de matérialiser les dernières données scientifiques dont nous disposons concernant la nutrition et le VIH/sida dans la mise en œuvre des politiques et des programmes.
- Pour améliorer la riposte à la question de la nutrition et du VIH/sida, l'UNICEF et l'OMS s'attachent à mettre au point un cadre mondial destiné à lancer des actions et des programmes prioritaires sur le thème de la nutrition et du VIH/sida. Ce cadre se fonde sur les expériences des pays et les bonnes pratiques.

Alimentation du nourrisson et VIH

- La Déclaration consensuelle de l'OMS sur le VIH et l'alimentation du nourrisson, rédigée en octobre 2006, souligne à nouveau l'importance de l'allaitement au sein exclusif jusqu'à six mois pour les mères séropositives, à moins que l'alimentation de substitution ne soit acceptable, praticable, financièrement abordable, sûre et durable. Elle fait aussi valoir la nécessité de continuer à prodiguer aux mères séropositives des conseils et un soutien concernant l'alimentation de leur nourrisson.
- Les recherches pertinentes ont montré qu'une alimentation mixte (allaitement combiné à l'absorption d'autres liquides et/ou aliments) présente un risque plus élevé de transmission du VIH que l'allaitement au sein exclusif. Si l'alimentation de substitution élimine *de facto* le risque lié à l'allaitement, elle induit un risque de mortalité précoce plus élevé en raison des maladies qui peuvent survenir (diarrhée et pneumonie) de sorte qu'à l'âge de 18 mois, il y a peu de différence concernant le taux de survie indemne du VIH entre les enfants allaités et ceux nourris par des produits de substitution. Les recherches ont aussi montré qu'il était possible d'allonger la durée de l'allaitement au sein exclusif en l'accompagnant de conseils réguliers et qualifiés.
- On a fait observer qu'à l'heure actuelle, les conseils prodigués concernant le VIH et l'alimentation du nourrisson intervenaient surtout avant la naissance. Il faut impérativement poursuivre après.

- Dans l'ensemble, les compétences en la matière restent médiocres. La formation destinée à prévenir la transmission de la mère à l'enfant n'insiste guère sur le volet « alimentation du nourrisson ». Il faut donc combler cette lacune en développant ce type de formation. Pour ce faire, il conviendrait d'élaborer un plan et d'allouer un financement suffisant pour le mettre en œuvre.
- Les participants à la réunion sont convenus de ce que les indicateurs relatifs au champ d'application et aux résultats obtenus en matière d'alimentation du nourrisson devraient être incorporés dans les indicateurs généraux utilisés pour le suivi et l'évaluation. Les partenaires internationaux sont en passe d'inclure les indicateurs spécifiques à l'alimentation du nourrisson dans les indicateurs généraux du VIH.
- On a constaté que les missions conjointes portant sur la prévention de la transmission de la mère à l'enfant sont une bonne façon d'aborder le problème de l'alimentation du nourrisson dans le contexte du VIH, mais il convient de débloquer les ressources correspondantes pour pouvoir appliquer les recommandations formulées par la mission commune consacrée au VIH et à l'alimentation du nourrisson.
- Il importe de démontrer de façon empirique l'efficacité d'une intervention intégrée ciblant le conseil et le soutien prénatals et postnatals prodigués aux mères séropositives concernant la nutrition de l'enfant, la morbidité et la survie indemne du VIH. Cette démonstration servira aux futures activités de sensibilisation et de mobilisation des ressources qui seront déployées pour renforcer la composante « alimentation du nourrisson » dans le contexte du VIH et de la prévention de la transmission de la mère à l'enfant.

Orphelins et enfants vulnérables, VIH, sécurité alimentaire et nutrition

- Les conclusions d'une étude mondiale menée conjointement en 2007 par l'UNICEF et le PAM ont fait apparaître que la sécurité alimentaire et l'état nutritionnel des orphelins et enfants vulnérables sont fortement méconnus, car les informations, si tant est qu'elles soient recueillies, sont rarement ventilées d'après cette catégorie. L'examen des rares données disponibles n'a pas permis de déterminer s'il existe des disparités entre les orphelins et enfants vulnérables et ceux qui ne le sont pas.
- Malgré cette lacune, l'ensemble des 13 pays dotés de plans nationaux d'action approuvés en Afrique australe et orientale utilise une large gamme de stratégies de sécurité alimentaire et de nutrition (avec des résultats à long et court termes).
- Faute de pouvoir mettre en évidence l'incidence des programmes relatifs aux orphelins et enfants vulnérables sur la sécurité alimentaire et la nutrition, il est difficile d'assurer leur financement et d'obtenir les engagements nécessaires à leur maintien.

- Soucieuse d'améliorer la nutrition et la sécurité alimentaire des orphelins et enfants vulnérables touchés par le VIH, la réunion a mis en évidence les domaines à privilégier : mieux analyser la situation des orphelins et enfants vulnérables ventilés par âge, sexe et lieu de résidence pour faire apparaître les disparités, le cas échéant ; mieux définir la vulnérabilité en tenant compte des besoins nutritionnels ; pondérer et cibler les interventions à court et long termes ; recourir davantage aux éléments factuels et aux enseignements tirés pour enrichir les programmes reposant sur des bases factuelles et les rendre plus efficaces.

Prise en charge de la malnutrition et du VIH

- L'OMS est en train de mettre la dernière main à une directive mondiale portant sur l'approche intégrée des soins nutritionnels prodigués aux enfants de 6 mois à 14 ans infectés par le VIH. Elle devrait être publiée prochainement en vue de son application dans les pays.
- Il est urgent d'élaborer des lignes directrices et des normes mondiales sur les critères d'admission et de sortie applicables aux enfants et aux adultes vivant avec le VIH/sida et présentant une dénutrition modérée ou sévère. En conséquence, l'OMS devra accélérer l'état d'avancement du document susmentionné.
- Dans le but d'améliorer la prise en charge de la malnutrition modérée et sévère dans le contexte du VIH, les participants à la réunion ont fait valoir les principaux points suivants : le dépistage précoce du statut par rapport au VIH en matière de malnutrition doit s'inscrire dans le cadre de la prise en charge intégrée des maladies de l'enfant, des soins thérapeutiques communautaires, des programmes de supplémentation alimentaire et des journées de la santé de l'enfant ; l'évaluation du recours aux aliments thérapeutiques comme ceux qui sont prêts à l'emploi, notamment dans le contexte du VIH ; l'amélioration de l'accès aux services pédiatriques de soins et de traitement du VIH et une corrélation clairement établie avec les unités pédiatriques proposant des services de prise en charge de la malnutrition aiguë ; le renforcement des capacités dans le domaine de la nutrition et la fidélisation du personnel ; enfin, des définitions cohérentes et des critères d'entrée et de sortie uniformes pour prendre en charge la malnutrition dans le contexte du VIH.

Financement et politique

- Des ressources ont été mises à disposition par le Fonds mondial pour financer des programmes de nutrition dans le contexte du VIH/sida, et l'OMS a établi un cadre destiné à améliorer les propositions soumises au Fonds. Le Mozambique a réussi à obtenir une subvention du Fonds mondial pour ses programmes relatifs au VIH et à la nutrition.

La réunion a recensé trois domaines prioritaires susceptibles d'améliorer la mobilisation des ressources :

- 1) renforcement des capacités afin de sensibiliser et d'élaborer de bonnes propositions ;
- 2) identification des chefs de file ; et
- 3) énumération des ressources locales.

Les mesures à prendre

- Pour continuer d'intensifier et d'accélérer les efforts menés au niveau des pays, il faut organiser des consultations de niveau national permettant de resserrer la coordination et l'intégration entre le domaine de la nutrition et celui du VIH/sida en partageant les rapports de réunion et les principaux résultats avec les partenaires de premier plan, puis en obtenant un consensus sur les mesures à prendre afin de renforcer les liens avec les instances chargées de lutter contre le VIH et d'améliorer la collaboration multisectorielle.
- Plusieurs pays de la région d'Afrique australe et orientale n'ont pas ménagé leurs efforts pour aborder divers aspects des défis liés à l'intégration de la nutrition et du VIH/sida, et il importe d'étayer, preuves à l'appui, ces réalisations positives ainsi que les enseignements tirés. Le mécanisme des échanges de données d'expérience et des visites inter pays pourra être aussi un bon moyen pour chacun de s'enrichir au contact de l'autre.
- L'UNICEF, l'OMS, FANTA/AED et leurs partenaires se sont engagés à œuvrer de concert pour aider les pays à accélérer la mise en œuvre de l'intégration entre nutrition et VIH/sida et à resserrer la coordination régionale de leur soutien aux pays de la région d'Afrique australe et orientale.